

Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE

Sommaire

DOCTRINE

Jean-François Akandji-Kombé : *Baby-Loup*, suite : Le contrôle de la restriction, par l'employeur, de la liberté religieuse dans l'entreprise privée.

François Ballouhey : La rémunération des temps d'attente lors du déplacement d'un représentant du personnel (Rapport sous Cass. Soc. 12 juin 2013, *San Marina*).

Marie-Thérèse Lanquetin : Avantages individuels acquis et Rémunération. A propos de l'arrêt Cassation sociale du 24 avril 2013, *Caisse d'épargne*.

JURISPRUDENCE

« Un même lieu de travail, un même statut ! » ou la lutte contre la précarisation des travailleurs à temps partiel détachés.

Conseil de prud'hommes de Paris 16 avril 2013 – Note Claude Lévy (p. 605)

La nullité du PSE s'étend aux départs volontaires qui y sont subséquents.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 mai 2013 – Note Anaïs Ferrer (p. 608)

Forfaits jours : nouvel avertissement de la Cour de cassation.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 24 avril 2013 – Note Emmanuelle Richard (p. 611)

CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

Jurisprudence sociale du Conseil constitutionnel (première partie) par Pierre-Yves Gahdoun.

Droit administratif du travail (deuxième partie) par Manuela Grévy.



SEPTEMBRE 2013

Doctrine :

Baby-Loup, suite : Le contrôle de la restriction, par l'employeur, de la liberté religieuse dans l'entreprise privée, par **Jean-François Akandji-Kombé**, Professeur à l'École de Droit de la Sorbonne, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne .. 580

LIBERTES ET DROITS FONDAMENTAUX – Liberté religieuse – Restriction – Pouvoir de direction – Limites – 1° Principe de laïcité – Exclusion – Organisme de droit privé ne gérant pas un service public – 2° Règlement intérieur – Contenu.

COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 19 mars 2013 587

La rémunération des temps d'attente lors du déplacement d'un représentant du personnel (Rapport sous Cass. Soc. 12 juin 2013, *San Marina*) par **François Ballouhey**, Conseiller à la Cour de cassation 588

COMITE D'ENTREPRISE – Exercice du mandat – Temps de déplacement – Rémunération – Temps d'attente.

COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 12 juin 2013 591

Avantages individuels acquis et rémunération (A propos de l'arrêt Cassation sociale du 24 avril 2013, *Caisse d'épargne*) par **Marie-Thérèse Lanquetin**, Chercheure, Université Paris-Ouest La Défense 593

CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS – Accords d'entreprise – Dénonciation – Bénéfice des avantages individuels acquis – Salariés engagés postérieurement à la dénonciation – Attribution d'avantages par engagement unilatéral de l'employeur – Réservation aux seuls salariés engagés postérieurement (oui) – Atteinte à l'égalité de traitement (non)

COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 24 avril 2013 599

Jurisprudence :

CONTRAT DE TRAVAIL – 1° Temps partiel – Contrat fixant la durée et l'amplitude – Défaut d'horaires – Avenants répétés modifiant la durée mensuelle de travail – Salarié devant se tenir à disposition de l'employeur – Requalification en contrat à temps plein – 2° Accidents de travail – Inaptitude constatée par le médecin du travail – a) Recherche de reclassement – Absence de réalité – b) Consultation des délégués du personnel – Caractère collectif – Nécessité d'une réunion.

EGALITE DE TRAITEMENT – Femmes de chambres mise à disposition d'un hôtel par une société de nettoyage – 1° Bénéfice des dispositions conventionnelles – Défaut – Marchandage (oui) – Discrimination indirecte (loi 27 mai 2008) – Femmes d'origine étrangère.

CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE PARIS (Commerce) 16 avril 2013 601

Note **Claude Lévy**, défenseur syndical, CGT des Hôtels de prestige et économiques 605

RUPTURE DU CONTRAT DE TRAVAIL – Rupture pour motif économique – Plan de départs volontaires – Nullité du PSE – Nullité des départs volontaires.

COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 15 mai 2013 608

Note **Anaïs Ferrer**, Pôle confédéral DLAJ CGT 608

TEMPS DE TRAVAIL – Forfait jours – Condition de validité – Droit à la santé et au repos – Respect – Vérification – Accord collectif – Contenu.

COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 24 avril 2013 610

Note **Emmanuelle Richard**, juriste en droit social 611

Chroniques jurisprudentielles :

JURISPRUDENCE SOCIALE DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL (première partie) Décisions sélectionnées et commentées par **Pierre-Yves Gahdoun**, Professeur à l'Université Montpellier I - CERCOP

CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS – Protection sociale complémentaire – Accords de branche – Exigence d'un objectif d'intérêt général - 1° Obligation d'ouvrir des négociations – 2° Art. L. 912-1 du Code de la Sécurité sociale – Désignation de l'organisme assureur – Adhésion obligatoire après mise en concurrence – Atteinte à la liberté d'entreprendre et à la liberté contractuelle.

Décision n° 2013-672 DC du 13 juin 2013, Loi relative à la sécurisation de l'emploi 613

Observations 615

CONTRAT DE TRAVAIL – Définition du rapport salarial – Maîtres sous contrat des établissements d’enseignement privés – Statut – Qualification légale d’agent public – Atteinte aux conventions (non) – Atteintes au principe de participation (non).	
Décision n° 2013-322 QPC du 14 juin 2013, M. Philippe W.	616
Observations	617
DROIT ADMINISTRATIF DU TRAVAIL (deuxième partie) Décisions sélectionnées et commentées par Manuela Grévy , Maître de conférences à l’Université de Paris I Panthéon-Sorbonne	619
PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL – Licenciement disciplinaire – Fait fautif – Prescription.	
CONSEIL D’ÉTAT, 1er octobre 2012, n° 345.252	619
Observations	620
PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL – Licenciement – Faute – Doute – Faits révélés postérieurement à l’autorisation.	
CONSEIL D’ÉTAT, 26 décembre 2012, n° 355.059	620
Observations	621
PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL – Licenciement – Motif économique – Cessation d’activité – Contrôle.	
CONSEIL D’ÉTAT, 8 avril 2013, n° 348.559	621
Observations	622
TRIBUNAUX – Action en justice – Délai raisonnable – Juridictions administratives.	
CONSEIL D’ÉTAT, 24 octobre 2012, n° 352.930	623
Observations	624

Connectez-vous au site du Droit Ouvrier, vous y trouverez de nombreux renseignements utiles :
articles en libre consultation, annonces de colloques et débats, etc.

<https://sites.google.com/site/droitouvrier>